

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 10 Août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES de ST-LUBIN

SAINT LUBIN
(PLEMET)
22210 PLEMET

Code AIOT : 0005500236

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement CARRIERES de ST-LUBIN implanté SAINT LUBIN (PLEMET) 22210 PLEMET. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES de ST-LUBIN
- SAINT LUBIN (PLEMET) 22210 PLEMET
- Code AIOT : 0005500236
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière à ciel ouvert autorisée par arrêté préfectoral du 11/06/2010. L'activité centrale d'enrobage est encadrée par l'arrêté complémentaire du 17/08/2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11/06/2010 et de l'arrêté complémentaire du 17/08/2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|--|--|-------------------|
| 6 | surveillance bassins | Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.5. | / | Sans objet |
| 7 | aménagements eaux centrale | AP Complémentaire du 17/08/2006, article 4.1.1. | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | interdiction d'accès | Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.6. | / | Sans objet |
| 2 | plan exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.6. | / | Sans objet |
| 3 | point de rejet | Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.3. | / | Sans objet |
| 4 | auto-surveillance eaux | Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.6. | / | Sans objet |
| 5 | auto-surveillance bruit | Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.2. | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence 2 points de vigilance, l'un relatif à l'entretien du bassin de décantation et l'autre à la mise en place d'un séparateur hydrocarbures sur le rejet de la centrale d'enrobage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : interdiction d'accès

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.6. |
| Thème(s) : Risques chroniques, accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès et aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé. |
| Constats : L'accès à la carrière est fermé par des portails, les pancartes et clôtures sont présentes sur l'installation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : plan exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.6. |
| Thème(s) : Risques chroniques, plan exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;• les bords de la fouille ;• la position des stocks ;• les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;• le réseau de circulation des eaux ;• les zones remises en état. <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : L'exploitant fournit le plan d'exploitation sur fond cadastral mis à jour le 2 mars 2022. Le fond de fouille est à la cote 57 m NGF. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : point de rejet

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.3. |
| Thème(s) : Risques chroniques, point de rejet |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le point de rejet vers le ruisseau de la gare puis vers la rivière Le Lié ,en sortie de bassins de décantation, est facilement accessible et clairement repéré(parcelle n°82 , section ZL) .Il sera maintenu à la cote 95 m NGF , même après la remise en état prévue . Le point de rejet est équipé d'un système permettant d'interdire tout rejet en cas de pollution et de mesurer en continu le débit des eaux rejetées. |
| Constats : Le point de rejet est présent, le système de blocage des eaux s'effectue par arrêt de pompe. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : auto-surveillance eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.6. |
| Thème(s) : Risques chroniques, auto-surveillance eaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel. La fréquence des analyses pour les rejets en sortie des bassins de décantation est de 1 fois par jour pour le débit et le pH ,1 fois par mois pour les paramètres MES,Fe et Al ainsi qu'au une fois par semestre pour la DCO, le manganèse et les hydrocarbures. Les paramètres mesurés sont au minimum ceux listés à l'article 3.1.4 du présent arrêté. |
| Constats : L'exploitant remplit la surveillance des eaux rejetées sur GIDAF, les valeurs limites de rejet et les périodicité sont respectées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : auto-surveillance bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, auto-surveillance bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement Émergence sonore admissible de 07h à 22h (période de jour) Emergence sonore admissible de 22 h à 7 h (période de nuit) Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) +6 dB(A) + 4 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) +5 dB(A) + 3 dB(A)</p> <p>Le respect de ces valeurs maximales d'émergence sonore dans les zones à émergence réglementée (ZER) se traduit dans le cas présent et compte tenu de l'environnement sonore actuel , par des valeurs maximales du niveau sonore à l'émission reprises sous la forme du tableau suivant :</p> <p>Niveau sonore maximal admissible en limites de la carrière, et en référence au plan annexé au présent arrêté.</p> <p>Les plages horaires normales de fonctionnement du site sont de 5 h 00 à 21 h 00 du lundi au vendredi, hors jours fériés. L'entretien du matériel peut se faire exceptionnellement le samedi . Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans au niveau des points de contrôle indiqués plus haut exposées, pendant les périodes d'activité.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, et autres activités).</p> |
| Constats : L'exploitant fournit le rapport sur la situation acoustique de 2020 qui conclut au respect des valeurs limites de niveaux sonores et d'émergence. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : surveillance bassins

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.5. |
| Thème(s) : Risques chroniques, surveillance bassins |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les boues des bassins de régulation et de décantation des eaux pluviales devront être curées régulièrement afin de garantir le bon fonctionnement des ouvrages. |
| Constats : Le bassin de décantation de la centrale d'enrobage nécessite un curage. Les abords doivent être également améliorés. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : aménagements eaux centrale

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2006, article 4.1.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, aménagements eaux centrale |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations de la centrale d'enrobage doivent respecter les aménagements suivants : <ul style="list-style-type: none">• L'installation n'utilise pas d'eau.• Les eaux pluviales sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures avant d'être dirigées vers au moins un bassin de décantation qui peut être celui (ceux) de la carrière.• Le séparateur à hydrocarbure fait l'objet d'un entretien régulier. |
| Constats : La centrale d'enrobage ne dispose pas de séparateur à hydrocarbure. L'exploitant indique que des travaux sont prévus sous 2 mois. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |